

**OUVRAGES COLLECTIFS**

« Normalisation comptable : Actualités et Enjeux », Académie des sciences techniques comptables et financières, Université Paris Ouest Nanterre, 2014, 224 p.

Direction scientifique

Rédaction, dans la Partie I, de l'article « L'évolution des relations de la comptabilité avec le droit et l'économie », pp. 34 à 38.

« Comptabilité et droit pénal », LexisNexis 2009, 565 p.

co-Direction scientifique avec M. Delhomme

Rédaction du Titre 3, Partie II : « La protection du contrôle des commissaires aux comptes », pp. 199 à 248.

Rédaction de l'Etude 2, Partie VIII : « Les comptes courants d'associés débiteurs », pp. 499 à 503.

« Dictionnaire élémentaire du droit », Dir. D. Chagnollaud de Sabouret, Dalloz, 2016, 766 p.

Rédaction de la Partie « Droit pénal et procédure pénale », pp. 489 à 560.

« Lamy Droit pénal des affaires », Dir. H. Matsopulou et C. Mascala, 2399 p.

Rédaction du Chapitre 6, Partie 3, n° 1380 : « Les infractions relatives au commissariat aux comptes », pp. 462 à 505, 2017 (depuis 2013).

**ARTICLES**

• « De la convergence des comptabilités publique et privée », Droit et Comptabilité, La spécificité des comptes publics, Dir. S.Kott, *Economica*, janvier 2017, pp. 19 à 31.

• « Les normes comptables internationales sont-elles au service de l'intérêt général » *in* Vers un nouveau cadre conceptuel pour la comptabilité internationale, Dir. F. Pasqualini, SLC, Centre français de droit comparé, volume 19, juin 2016, 242 p., pp. 35 à 45.

• « La responsabilité sociétale des entreprises et l'intérêt social » et « La responsabilité sociétale des entreprises et l'outil comptable », pp. 223 à 232 et 321 à 329, *in* La RSE saisie par le droit, perspectives interne et internationale, Dir. K. Martin-Chenut et R. de Quenaudon, A. Pedone, 2016, 717 p.

• « La création du délit de présentation ou publication de bilan inexact (XIX-XXIème s.) », pp. 322 à 325 *in* Dictionnaire historique de comptabilité des entreprises, Dir. D. Bensadon, N. Praquin et B. Touchelay, éd. Septentrion, Presses universitaires, 2016, 498 p.

• « Les procédures répressives contre la grande délinquance économique et financière », Bref compte-rendu de l'Atelier, co-rédaction avec le Professeur Pascal Beauvais, pp. 215 à 221 *in* Le droit comparé au XXIème siècle, Enjeux et défis, Journées Internationales de la Société de Législation Comparée, 8-9 avril 2015, Dir. B. Fauvarque-Cosson, SLC, 2015.

• « De l'Etat de droit au droit sans l'Etat : l'exemple de la normalisation comptable internationale », *Revue Cités* (Philosophie, Politique, Histoire), PUF, n° 64, 2015, pp. 65 à 76.

• « Les enjeux de la révision du cadre conceptuel du normalisateur comptable international », *Etude*, Droit des sociétés, LexisNexis, Janvier 2015, pp. 6 à 9.

• « Gouvernance d'entreprise, droit et comptabilité » *in* Les Cahiers du chiffre et du droit, supplément à la Revue de jurisprudence commerciale, Thomson-Reuters, octobre-novembre 2013, pp. 28 à 30.

• « Les enjeux de la normalisation comptable internationale, Quand la régulation remplace la loi », La note de Conventions, n° 11, mars 2013, site internet Institut des Hautes Etudes sur la Justice (IHEJ).

• « L'idéal de vérité dans le procès pénal », pp. 531 à 542 *in* Mélanges en l'honneur du Professeur Jacques Henri Robert », LexisNexis 2012, 940 p.

• « Le droit pénal des conflits d'intérêts », *Revue Droit pénal*, Etude 1, janvier 2012, pp. 7 à 10.

- « La réforme de la garde à vue ou la figure brisée de la procédure pénale française », Droit pénal, Etude 2, février 2011, pp. 6 à 11.
- « La question prioritaire de constitutionnalité et la jurisprudence sur la prescription différée », Revue de jurisprudence commerciale, mars-avril 2011, Thomson-Reuters, pp. 196 à 203.
- « La prévision en droit pénal des affaires : la gestion pénale du risque », Gaz-Pal. 29-30 décembre 2010, pp. 26 à 28.
- « Responsabilité pénale des personnes morales et question prioritaire de constitutionnalité : un rendez-vous manqué », Revue de jurisprudence commerciale, Thomson-Reuters, 2010, pp.559 à 563.
- « Le délit d'abus de biens sociaux ou la symbolique de l'abus » Gazette du Palais 2009, p. 30 et s.
- « La réforme de la procédure pénale : évolution ou révolution », n° spécial, Gazette du Palais, 19 et 20 août 2009, pp. 34 à 37.
- « La bonne foi : « peau de chagrin » du droit pénal des affaires », Gazette du Palais, n° spécial des 15-17 mars 2009, pp. 26 à 33.
- « Les sanctions pénales de la rémunération excessive du dirigeant social », Lamy droit pénal des affaires, Actualités, janvier 2009, n° 80, pp. 1 à 8.
- La dépénalisation de la vie des affaires ou... De la métamorphose du droit pénal, AJ Pénal, n° spécial, février 2008, pp. 63 à 66.
- « L'interprétation du délit de non-révélation des faits délictueux (art. L. 820-7 C.com) : Une révolution discrète », Droit pénal, novembre 2007, pp. 24 à 26.
- « Abus de biens sociaux et action civile », Journal des sociétés, n° 41, mars 2007, pp. 46-51.
- « La protection pénale de la confiance : observations sur le délit d'abus de confiance », Revue sciences criminelles n° 4, décembre 2006, pp. 809 à 824.
- « Délit pénal, manquement administratif et faute disciplinaire », in La Criminalité d'argent, quelle répression ? » Dir. Cl. Ducouloux-Favard et Ch. Lopez, coll. Grands colloques, Montchrestien, 2004, pp. 25 à 40.
- « La facturation de complaisance et les délits d'abus de biens sociaux et de banqueroute par détournement d'actif », pp. 133 à 147 in La facturation de complaisance dans les entreprises, Fausses factures, factures fictives au regard du droit fiscal et du droit pénal, Dir.Ch. Lopez et N. Stolowy, L'harmattan, 2001, pp. 192 et s.

## FASCICULES

Juris-Classeur pénal, Rubrique « Concussion » Art. 432-10, fasc. 20, LexisNexis, 2011, pp. 1 à 7.

Juris-Classeur pénal, Rubrique « Prise illégale d'intérêts » Art. 432-12 et Art. 432-13, fasc. 20, Lexis Nexis, 2011, pp. 1 à 18.

## CHRONIQUES

### Chronique de droit pénal des affaires, Revue de jurisprudence commerciale de 2009 à 2013

La responsabilité pénale d'un trader (aff. Kerviel), commentaire s/ Paris, 24 oct. 2012 et Délit de faux et production forcée de document falsifiée, commentaire s/Cass. crim. 3 mai 2012, RJCom 2013 n° 3, pp. 233 à 237.

Infractions comptables et connexité, commentaire s/Cass.crim. 16 nov. 2011 et complicité par abstention de l'administrateur provisoire, commentaire s/Cass.crim. 22 sept. 2010, RJCom 2012 n° 4, pp. 31 à 35.

Délit d'abus de confiance : quand l'usage privé ponctuel ne traduit pas la volonté de se comporter en propriétaire, commentaire s/Cass.crim. 16 juillet 2011 ; Vol de documents par le salarié, commentaire s/Cass.crim. 21 juin 2011 et Commentaire de la Proposition de loi du 22 novembre 2011 relative à la création d'un délit de violation de secret des affaires, RJCom 2012 n° 2, p. 42 à 49.

Délit de prise illégale d'intérêts, commentaire s/TGI Paris, 17 sept. 2010 2011, RJCom 2011 n° 6, pp. 595 à 605.

Délit d'abus de confiance et propriété asservie ; délit d'abus de biens sociaux et octroi d'une prime d'arrivée ou « golden hello », commentaire s/Paris, 27 février 2009, RJCom 2010, n° 2, pp. 203 à 211.

Détournement de subventions et délit d'abus de confiance ; compte courant d'associés débiteur et délit de présentation de comptes annuels infidèles), commentaire s/Cass.crim. 1<sup>er</sup> juillet 2009, RJCom 2009, n° 5, p. 329.

### **Chronique de droit comptable, Petites Affiches, 2009-2010**

Manquements à ses obligations par l'expert-comptable. Partage de responsabilité avec la société pour négligence dans le contrôle interne, LPA 25 mai 2010, n° 103, pp. 7 à 9.

Commissaire aux comptes, expert-comptable et dirigeant social : des obligations complémentaires dans la mise en place du contrôle interne ; le délit de présentation des comptes annuels infidèles : lorsque le résultat de l'infidélité est indifférent, LPA 21 déc. 2009, n° 253, pp. 6 à 8.

Responsabilité pénale de l'expert-comptable : l'absence de « courage professionnel » sanctionnée » ; Responsabilité pénale du commissaire aux comptes : l'ignorance interdite », LPA 10 juillet 2009, n° 137, pp. 10 à 12.

La consécration légale du comité d'audit ou « comité des comptes » ; Publication des seuils de nomination du commissaire aux comptes et norme d'exercice simplifiée pour les PME, LPA 14 avril 2009, n° 74, pp. 4 à 6.

La loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie : le périmètre d'activité des commissaires aux comptes ; Création de l'Autorité des normes comptables (ANC), LPA 10 février 2009, n° 29, pp. 4 à 6.

### **Chronique de droit pénal des affaires, JCP Entreprise de 1999 à 2009**

Responsabilité pénale des personnes morales : une présomption d'imputation contraire à la loi ; La responsabilité pénale des commissaires aux comptes : une jurisprudence dangereuse pour la profession ; Le délit d'abus de confiance et le détournement de subventions, JCP E. 2009, Chron. 1841, pp. 17 à 19.

Nomination des commissaires aux comptes dans les sociétés par actions simplifiées : les conséquences pénales du projet de loi de modernisation de l'économie ; La preuve de l'élément intentionnel du délit d'abus de confiance peut résulter de la seule réalisation de l'acte matériel ; La responsabilité pénale des personnes morales : ce sont les organes ou représentants qui agissent ; Délit d'abus de biens sociaux et délit de banqueroute : une relaxe peu conforme à la jurisprudence traditionnelle, JCP E. 2008, Chron. 1813, pp. 14 à 17.

La rémunération excessive du dirigeant social et l'abus des biens sociaux, Les infractions liées à la comptabilité : le délit de présentation de comptes infidèles ; L'actualité législative de la banqueroute (L. n° 2005-845 du 26 juill. 2005), JCP E. 2006, Chron 2370, pp. 1580 à 1583.

Les infractions pénales résultant des actes de gestion courante et Les infractions pénales résultant des irrégularités comptables, JCP E. 2005, Chron. 736, pp. 1246 à 1249.

La loi n° 2001-420 du 15 mai 2001 sur Les nouvelles régulations économiques (dite loi « NRE »), JCP E. 2002 Chron.996, pp. 1092 à 1095.

La responsabilité pénale des commissaires aux comptes, le délit de non-révélation des faits délictueux, JCP E. 2001 Chron. pp. 947 et s.

Prescription de l'action publique du délit d'abus de biens sociaux ; Abus de biens sociaux et banqueroute, JCP E. 2000 Chron. pp. 1128 à 113.

Prescription de l'action publique ; délit d'abus de biens sociaux : acte illicite et acte contraire à l'intérêt social - compensation économique - existence d'un groupe de sociétés ; délit de banqueroute, JCP E. 1999, Chron. pp. 20159 et 2063 à 2065.

## COMMENTAIRES ET NOTES D'ARRÊTS

Responsabilité civile de l'expert-comptable, commentaires des arrêts : Rouen, 18 mai 2016, Cass.com. 20 septembre 2016 et Cass.com. 5 juillet 2016, à venir Revue des sociétés, Dalloz.

Abus de confiance et remise en pleine propriété, un désordre jurisprudentiel, note/Cass.crim. 5 mai 2010, D. 2010.2494.

La dérive jurisprudentielle du délit d'abus de confiance : la sanction pénale au service de la faute civile, note s/Bastia, 27 mai 2009, D. 2010, pp. 809 à 812.

Banqueroute par détournement d'actifs, note s/Cass.crim. 3 octobre 2007 (n° 07-81030), AJ Pénal janvier 2008, pp. 33 à 34.

Abus de biens sociaux et Action sociale *ut singuli*, note s/Cass.crim. 3 octobre 2007 (n° 06-87849), AJ Pénal janvier 2008, pp. 36 à 37.

Détournement en matière de prêt et abus de confiance, note s/Cass.crim.5 septembre 2007 (n° 07-80529), AJ pénal novembre 2007, pp. 481 à 482.

Délit d'abus de confiance : incertitudes sur la notion de remise précaire, note s/Cass.crim. 14 février 2007, « Arrêt du mois », AJ pénal juin 2007, pp. 275 à 278.

Responsabilité pénale de la personne morale en cas de fusion absorption, note s/Cass.crim. 14 octobre 2003, JCP. E. juillet 2004, Chron. 1246 à 1249.